

longtemps, les organismes canadiens non gouvernementaux s'occupent activement et efficacement d'aider les pays en voie de développement, particulièrement dans les secteurs des secours d'urgence et de l'aide humanitaire. L'Agence canadienne de développement international met à la disposition de ces organismes des fonds de plus en plus importants afin qu'ils puissent fournir une aide accrue aux peuples du Tiers monde. D'ailleurs, cet appui financier ira en croissant.

Une nouvelle dimension pourra s'ajouter à la participation du public grâce au programme volontaire d'aide à l'alimentation établi par le Canada. Je cherche par l'entremise de ce programme, une suite directe de la Conférence mondiale de l'alimentation tenue à Rome, en novembre de l'an dernier, à encourager et à faciliter la participation des provinces, du public et des organismes non gouvernementaux à nos efforts d'aide alimentaire. Ainsi, il sera plus facile à tous ceux qui désirent, individuellement ou collectivement, prendre part à notre programme d'aide, de le faire. Le Gouvernement fédéral assurera la coordination de ce programme qui, je l'espère, sera une entreprise coopérative impliquant plusieurs secteurs de la société canadienne dans un effort global où le Canada joue un rôle si important.

J'en viens maintenant à ma quatrième question. Quel appui, autre que l'aide, le Canada et d'autres pays riches peuvent-ils fournir aux pays en voie de développement?

Les pays en voie de développement cherchent de plus en plus à aller au delà de l'aide dans leurs relations avec les pays industrialisés. L'aide n'est qu'un des facteurs du développement d'un pays pauvre. Pour un tel pays, les échanges commerciaux, les questions monétaires, les prix de leurs biens d'exportation et ceux des biens qu'ils doivent importer, ont une incidence beaucoup plus grande sur leur avenir et leur prospérité que les apports d'aide. Un nombre croissant de pays en voie de développement veulent dépasser le stade de simples bénéficiaires de l'aide étrangère et devenir des partenaires à part entière dans un système économique international qui, jusqu'à maintenant, les a plutôt ignorés.

Des mesures doivent être prises afin d'accorder une plus grande priorité au commerce et aux problèmes monétaires et financiers des pays en voie de développement. Ces derniers tentent d'obtenir un meilleur traitement pour leurs exportations, voudraient un plus grand accès aux marchés financiers et veulent, au niveau du système monétaire international, des arrangements qui répondent plus adéquatement à leurs besoins. Quant à nous, nous recherchons ces mêmes objectifs lors des Négociations multilatérales sur le commerce aux termes des accords du GATT et aussi par l'entremise du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et du système des Nations Unies. Ces questions font présentement l'objet de discussions à la réunion des chefs des gouvernements des pays du Commonwealth qui se tient à Kingston, en Jamaïque, et nous espérons qu'à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui se tiendra en septembre de cette année, des progrès pourront être réalisés dans ce secteur capital.